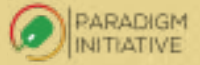


LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



SOUDAN

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org

2

LONDA
2023
RAPPORT SUR
LES DROITS
NUMÉRIQUES
ET L'INCLUSION
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)
ISBN: 978-978-789-359-3

CRÉDITS

Rapport de Pays:
Anonymous

Équipe éditoriale:

'Gbenga Sesan
Dr. Margaret Nyambura Ndung'u
Nnenna Paul-Ugochukwu
Thobekile Matimbe

Traducteur:

Paper Bag Africa

Rédacteur de copie:

Dr. Mouhamed Diop

Conception et mise en page:

Kenneth Oyeniya



Soudan

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport examine les questions relatives aux droits numériques et l'état de l'inclusion numérique au Soudan en 2023. Il formule des recommandations à l'intention du gouvernement, des forces armées soudanaises (SAF), des forces de soutien rapide (RSF), de la société civile et des médias. L'année 2023 est considérée comme l'une des pires années pour les droits numériques au Soudan. Les autorités ont pratiqué plusieurs formes d'autoritarisme numérique, en particulier pendant le conflit entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, telles que la perturbation des réseaux, la censure, la manipulation de l'information et l'abus juridique. Les deux parties en conflit ont violé la vie privée des citoyens, perturbé l'internet et utilisé la manipulation de l'information comme technique militaire trompeuse. Les conflits ont provoqué un désastre dans l'infrastructure des TIC du pays, mais certaines institutions gouvernementales ont tenté de reprendre leur travail en utilisant des plateformes numériques alternatives. En outre, le Fonds de service universel (USF) a été peu actif en raison de la guerre. Pour illustrer certaines des principales évolutions, le présent rapport s'appuie sur des recherches documentaires, des entretiens, ainsi que sur les enseignements tirés de l'expérience pratique des travaux sur les droits numériques au Soudan.

Introduction

Situé au nord-est de l'Afrique, le Soudan se trouve au carrefour de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient. Il est bordé au nord par l'Égypte, à l'est par la mer Rouge, l'Érythrée et l'Éthiopie, au sud par le Soudan du Sud, à l'ouest par la République centrafricaine et le Tchad, et au nord-ouest par la Libye.¹ Depuis l'éviction du régime autoritaire d'Al-Basheir en 2019, qui a dirigé le Soudan pendant 30 ans, le peuple soudanais a repris espoir de construire un pays démocratique après la dernière révolution.² Cependant, les militaires n'ont pas permis à cet espoir de se concrétiser, puisque le Soudan est désormais dirigé par un régime militaire depuis le 25 octobre 2021, date à laquelle le lieutenant-général Burhan a mené un coup d'État militaire contre ses partenaires du gouvernement de transition issu du soulèvement soudanais. À ce jour, le peuple soudanais vit dans une situation difficile depuis que la guerre féroce a éclaté entre les Forces armées soudanaises et les Forces de défense du Soudan.³

En janvier 2023, la population totale du Soudan était de 47,49 millions d'habitants. Cependant, 13,49 millions de citoyens utilisent l'internet, ce qui fait que le taux de pénétration de l'internet s'élève à 28,4 %.⁴ Selon les données de GSMA Intelligence, il y avait 32,59 millions de connexions mobiles cellulaires au Soudan au début de l'année 2023.⁵ Il y a quatre principaux fournisseurs d'accès à Internet (FAI) au Soudan, dont trois appartiennent à des intérêts étrangers (Zain, MTN et Canar) et le quatrième est Sudatel, dont le conseil d'administration comprend un membre du Conseil souverain transitoire, le chef de l'État et le ministre des Finances.⁶ Pour illustrer certains des principaux développements, le présent rapport s'appuie principalement sur des recherches documentaires ainsi que sur les enseignements tirés de l'expérience pratique des travaux sur les droits numériques au Soudan. Ce rapport se concentre sur les développements clés liés à la liberté de l'Internet, à la vie privée et à la surveillance, aux développements dans le domaine des TIC et des technologies émergentes, ainsi qu'à l'examen du Fonds pour le service universel.

¹ Britannica, "Soudan", <https://www.britannica.com/place/Sudan>, (consulté le 15 novembre 2023).

² BBC, "Omar al-Bashir : Soudan's ousted president", <https://www.bbc.com/news/world-africa-16010445>, (consulté le 12 novembre 2023).

³ Aljazeera, "100 jours de conflit au Soudan", <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/24/100-days-of-conflict-in-sudan-a-timeline>, (consulté le 20 décembre 2023).

⁴ Portail de données, "DIGITAL 2023 : SOUDAN", <https://datareportal.com/reports/digital-2023-sudan>, (consulté le 21 novembre 2023).

⁵ Portail de données, "DIGITAL 2023 : SOUDAN", <https://datareportal.com/reports/digital-2023-sudan>, (consulté le 21 novembre 2023).

► Analyse du pays

Liberté de l'Internet

L'espace internet au Soudan est sous le contrôle de l'État alors que l'indice de liberté de l'internet continue de chuter. Selon le rapport Freedom On The Net 2023, le Soudan obtient un score de 30 sur 100 en matière de liberté d'internet, ce qui correspond à la catégorie "pas libre."⁷ Ce classement couvre le second semestre 2022 et le premier semestre 2023. Le premier semestre 2023 a connu de nombreux événements qui ont limité la liberté d'internet et violé les droits numériques des citoyens, y compris les perturbations du réseau, la censure et la désinformation basée sur l'État.

Accès à l'internet et perturbations

Les Soudanais sont habitués aux coupures d'Internet, car les autorités y ont généralement recours en cas de troubles politiques ou civils et pendant les examens nationaux.⁸ Le 16 avril 2023, l'autorité de régulation des télécommunications et des postes (TPRA), le régulateur du secteur, a envoyé un ordre de fermeture à MTN Sudan avant de l'annuler plus tard.⁹

En 2023, la connectivité internet était instable en raison des complications liées au conflit en cours. La plupart des perturbations signalées étaient dues à des problèmes logistiques, notamment l'impossibilité de livrer du carburant pour alimenter les générateurs d'électricité en raison des fréquentes coupures de courant. Le manque de carburant et l'instabilité de l'alimentation électrique ont entraîné des coupures de service en mai pour deux grands fournisseurs d'accès à Internet (FAI) au Soudan.

MTN Sudan a annoncé une coupure de son service, faute de pouvoir livrer du carburant à ses centres de données.¹⁰ Sudani (Sudatel) a également informé que son service n'était pas fiable en raison de l'instabilité de l'alimentation électrique.¹¹ En outre, la société Canar a connu près de 83 heures de panne entre le 21 et le 25 avril 2023. Enfin, Zain Sudan a connu une panne de 10 heures le 24 avril.¹² Les villes d'Algenena, de Zalinge et de Nyala ont par ailleurs connu de longues périodes d'interruption de l'internet en raison du conflit qui s'y déroule.¹³ Il est possible qu'il y ait eu d'autres interruptions d'internet dans plusieurs régions du Soudan en raison du conflit, mais il est difficile de vérifier cette information à l'aide d'outils de mesure de l'internet.

6

⁶ Sudatel, Conseil d'administration, <https://www.sudatel.sd/investor-relations/governance/board-of-directors/>, (consulté le 21 novembre 2023).

⁷ Freedom House, « Liberté sur le Net 2023, Soudan », <https://freedomhouse.org/country/sudan/freedom-net/2023>, (consulté le 21 novembre 2023).

⁸ CIPESA, « Le conflit au Soudan affecte les communications numériques et la fourniture de services essentiels », <https://cipe-sa.org/2023/06/sudan-conflict-affects-digital-communications-and-critical-services-delivery/>, (consulté le 22 novembre 2023).

⁹ Reuters, « MISE À JOUR 1-Le fournisseur de télécommunications soudanais MTN rétablit le service Internet - responsable de MTN », <https://www.reuters.com/article/sudan-politics-internet-idUSL1N36J071>, (consulté le 21 novembre 2023).¹⁰

Facebook, MTN Sudan, [https://www.facebook.com/mtnsudan1/posts/pfbid0RuTMk8uFU2XMDfy2fsdXvq9BeaqqEHpe4GmrHzbfp2mmFnsmg1iTp7BAiutnEiZI?_cft_\[0\]=AZUyUk-ahByzx-jtUl8pejKEKIZzipfIglzBFmWpj8Mc_ZD4a5nvm2pRmlA1sibGvKnN-uTSANHttSs21KeR4voYbMrNih0UCbP-hk-PeG1oWW4CmkT_90sJhoDmEkr3koyWWDzGonSAdVD5kktOWkb&_tn_=%2CO%2CP-R](https://www.facebook.com/mtnsudan1/posts/pfbid0RuTMk8uFU2XMDfy2fsdXvq9BeaqqEHpe4GmrHzbfp2mmFnsmg1iTp7BAiutnEiZI?_cft_[0]=AZUyUk-ahByzx-jtUl8pejKEKIZzipfIglzBFmWpj8Mc_ZD4a5nvm2pRmlA1sibGvKnN-uTSANHttSs21KeR4voYbMrNih0UCbP-hk-PeG1oWW4CmkT_90sJhoDmEkr3koyWWDzGonSAdVD5kktOWkb&_tn_=%2CO%2CP-R) (consulté le 21 novembre 2023)

¹¹ Facebook, Sudani, [https://www.facebook.com/SUDANI.SD/posts/pfbid0sxhpzevYFHj1aYt5ziiBW7kxIQgAAcEZVacuGm5g-TRDjfiUiWs9LfEMAZXjPWR1Ml?_cft_\[0\]=AZX3eB9z8MDWxyNUVTZHeMPY35hNAPkX7viGF88-qOzITJRwzjTIL_nhVVP0TZeQW3g5jOD-qNTLD2vGmRyP0b5roKWBbcu3xjkH1qTWasgyTjih81VloxS_daTlgVFhnyUc&_tn_=%2CO%2CP-R](https://www.facebook.com/SUDANI.SD/posts/pfbid0sxhpzevYFHj1aYt5ziiBW7kxIQgAAcEZVacuGm5g-TRDjfiUiWs9LfEMAZXjPWR1Ml?_cft_[0]=AZX3eB9z8MDWxyNUVTZHeMPY35hNAPkX7viGF88-qOzITJRwzjTIL_nhVVP0TZeQW3g5jOD-qNTLD2vGmRyP0b5roKWBbcu3xjkH1qTWasgyTjih81VloxS_daTlgVFhnyUc&_tn_=%2CO%2CP-R) (consulté le 21 novembre 2023).

¹² CloudFlare, « Effets du conflit au Soudan sur les habitudes de navigation sur Internet », <https://blog.cloudflare.com/sudan-armed-conflict-impact-on-the-internet-since-april-15-2023/>, (consulté le 21 novembre 2023)

¹³ Freedom House, « Freedom sur le net au Soudan 2023 », <https://freedomhouse.org/country/sudan/freedom-net/2023>, (consulté le 22 novembre 2023)

Liberté d'expression en ligne

Les autorités soudanaises avaient l'habitude de bloquer les sites web qui avaient une influence politique ou couvraient les questions relatives aux droits de l'homme. En 2023, aucun blocage de site web n'a été signalé, à l'exception de la suppression du site web des Forces de soutien rapide, selon leurs revendications.¹⁴ En outre, les autorités ont l'habitude d'arrêter des journalistes, des militants et des défenseurs des droits numériques pour faire taire leurs voix contre les violations. Cette année, de nombreux cas d'arrestation ont été signalés. Le 11 avril, la police soudanaise a arrêté Yasir Mirghany, le directeur de la Société soudanaise de protection des consommateurs (SCPS), en raison d'allégations de corruption liées aux fonds de l'Union européenne (UE) reçus par la SCPS en 2012.

Auparavant, l'enregistrement de la société avait été annulé et son compte bancaire suspendu, ce qui rendait plus difficile la poursuite de ses activités. La SCPS était connue pour sa lutte contre les fermetures d'Internet à l'aide d'instruments juridiques.¹⁵ En janvier 2023, Azza Aira, une activiste de l'est du Soudan, a publié sur Twitter (maintenant X) qu'elle avait reçu une menace de la part du gouverneur de l'État de la mer Rouge, Mohamed Adroub Kalmoub.¹⁶ En outre, en mars 2023, alors qu'elle documentait la démolition de maisons à Khartoum, la journaliste Ikhlas Nimir, qui partage occasionnellement son travail sur sa page Facebook publique et a déjà travaillé pour des médias en ligne, a été battue et arrêtée pendant 10 heures, a déclaré le Syndicat des journalistes soudanais.¹⁷ Le 30 mai 2023, le journaliste Nader Shulkawi, qui publiait des clips pris à Omdurman et téléchargés sur YouTube, a été arrêté dans la région d'Omdurman, à l'ouest de Khartoum, par le RSF.¹⁸

Bien que résidant hors du Soudan, les autorités ont poursuivi sans relâche les activistes en ligne. En mars 2023, le Service des renseignements généraux (GIS) a intenté une action en justice contre Dalia al-Tahir, une journaliste soudanaise basée en Libye, au motif qu'elle avait diffusé de "fausses informations" concernant les relations tendues entre le RSF et le GIS.¹⁹

Vie privée et surveillance

La surveillance étatique et les violations de la vie privée au Soudan sont préoccupantes, car les autorités ont utilisé différentes technologies provenant de plusieurs fournisseurs à différentes époques. Au cours de la décennie précédente, des rapports ont indiqué que les autorités soudanaises ont importé des logiciels espions, notamment le système de contrôle à distance (RCS) de la société italienne "Équipe de piratage" et des outils de surveillance de la société canadienne Blue Coat. Deux cas de violation de la vie privée ont été signalés en 2023.

Mubarak Ardol, ancien directeur de la Sudanese Mineral Resources Company (SMRC) et dirigeant du parti politique Social Justice Democratic Coalition, a affirmé que son téléphone était mis sur

¹⁴ Twitter, @RSFSudan, <https://twitter.com/RSFSudan/status/1648793014876139523>, (consulté le 25 novembre 2023).

¹⁵ Front Line Defender, "Le défenseur des droits de l'homme YASIR MIRGHANI LIBÉRÉ SUR UNE GARANTIE PERSONNELLE". <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/human-rights-defender-yasir-mirghani-released-personal-guarantee>, (consulté le 25 novembre 2023)

¹⁶ Twitter, @azaa_aira, https://twitter.com/azaa_aira/status/1620158627054223360, (consulté le 25 novembre 2023).

¹⁷ Facebook, Syndicat des journalistes soudanais, "Déclaration d'opinion publique : L'Union soudanaise des journalistes condamne le fait que la police ait pris pour cible le journaliste Ikhlas Tiger en le blessant physiquement et en le plaçant en détention forcée, à Khartoum aujourd'hui, dimanche", sur Facebook, <https://www.facebook.com/sdjsofficial/posts/pfbid021v8S5x6J57Prq1B-P6AEno8FkcsTDb91iUX3oxyn477u44cMijQmMC9RrjHaPzGml>, (consulté le 25 novembre 2023)

¹⁸ CPI, " ", <https://cpj.org/2023/06/sudanese-paramilitary-soldiers-detain-journalist-nader-shulkawi/>, (consulté le 25 novembre 2023)

¹⁹ Sudan Today, "لوبيرتن ال"ب" امراض حال قيسن تال او فيفاح صرو لكار حال قفي حص تهجاوم يف اغال ب نودت تارباخم" [Les services de renseignements ont intenté un procès contre le journal Al-Hirak et une journaliste, et des coordonnées pour l'amener par Interpol]", 4 mars 2023, <https://sudan2day.net/archives/16204> (consulté le 25 novembre 2023)

écoute par le RSF à l'aide du logiciel espion "Predator", que le RSF a importé en 2022.²⁰ En outre, Diaeldin Bilal, un journaliste basé au Qatar, a annoncé que sa carte SIM avait été piratée et a appelé les gens à ne pas répondre aux messages ou aux demandes reçus en son nom.²¹ En outre, les autorités soudanaises avaient l'habitude d'inspecter les téléphones des citoyens pour obtenir des données. Pendant le conflit en cours, il a été rapporté que RSF inspectait le contenu des téléphones des citoyens pour s'assurer qu'ils n'étaient pas en conflit avec un service de renseignement.²²

Protection des données

Le Soudan ne dispose pas actuellement d'une loi complète sur la protection des données.²³ Malgré cette absence, l'article (20-1) du règlement de 2013 relatif à l'organisation des systèmes de paiement mentionne que les prestataires de services de paiement doivent prendre les mesures nécessaires pour protéger et préserver les données des utilisateurs.²⁴ Cependant, l'incapacité du système bancaire électronique (EBS) à fournir des services de compensation bancaire électronique a donné naissance à un marché non réglementé, permettant aux transactions des clients des banques de se dérouler sans contrôle du gouvernement.²⁵

Les utilisateurs de services bancaires en ligne au Soudan ont été confrontés à des pannes irrégulières qui ont perturbé leurs transactions financières. Cette lutte a ouvert un espace pour un marché parallèle de la monnaie numérique, un marché noir, car certains spécialistes des technologies de l'information ont développé deux plateformes en ligne pour aider les utilisateurs des services bancaires en ligne au Soudan. La première plateforme fournit des mises à jour en temps réel de l'état de chaque application bancaire, tandis que la seconde permet d'effectuer des transactions entre les comptes bancaires en utilisant leurs comptes personnels, en prenant des commissions sur ce service.

La Banque centrale du Soudan ou EBS n'a aucun contrôle sur les flux d'argent transitant par cette plateforme.²⁶

Développement des TIC et des technologies émergentes

Malgré l'impact du conflit sur l'infrastructure numérique au Soudan, les institutions gouvernementales soudanaises se sont efforcées de remédier au problème en fournissant des services numériques aux citoyens. Selon le site web de la TPR, le Soudan dispose de trois plans à long terme pour l'inclusion numérique, à savoir le Quarter-Century National Strategy for Communications Plan, le General National Télécommunication Emergency Plan (GNTEP) et le Broadband Plan.²⁷ Les plans susmentionnés ont été élaborés très tôt, mais à la fin de 2023, le Soudan avait encore besoin d'une stratégie ou d'un plan national pour développer des applications d'intelligence artificielle (IA).

²⁰ Facebook, Mubarak Ardol, <https://www.facebook.com/mubarak.ahmed.359/posts/pfbid035uCwdVMgwxkPgkja5We8gU-rahHDFb12G/ZSSBoJcUie3ojyjsBHxrmL5JxLUUxy6L>, (consulté le 27 novembre 2023).

²¹ Nabd AlSudan, "ريش يفحص فتاه قرنتخي لوهج" [Un anonyme a piraté le téléphone d'un célèbre journaliste], <https://nabd-sudan.com/archives/85949>, (consulté le 27 novembre 2023).

²² SMEX, Internet and Telecom Shutdowns in Sudan : Who is responsible ?, <https://smex.org/internet-and-telecom-shut-downs-in-sudan-who-is-responsible/>, (consulté le 27 novembre 2023)

²³ Data protection Africa, "Sudan", <https://dataprotection.africa/sudan/>, (consulté le 1er décembre 2023)

²⁴ Banque centrale du Soudan, "Regulation for Organizing Payment Systems", <https://cbos.gov.sd/ar/content/%D9%84%D8%A7%D8%A6%D8%AD%D8%A9-%D8%AA%D9%86%D8%B8%D9%8A%D9%85-%D8%A3%D8%B9%D9%85%D8%A7%D9%84-%D9%86%D8%B8%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%81%D8%B9>, (consulté le 1er décembre 2023)

²⁵ Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, "Sudan Dispatch : Inclusive Finance in Times of Crisis", <https://www.cgap.org/blog/sudan-dispatch-inclusive-finance-in-times-of-crisis>, (consulté le 1er décembre 2023)

²⁶ Global Voices, L'impact du conflit en cours sur les efforts de transformation des TIC et du numérique au Soudan", <https://advox.globalvoices.org/2023/10/21/the-ongoing-conflicts-impact-on-ict-and-digital-transformation-efforts-in-sudan/>, (consulté le 1er décembre 2023)

²⁷ TPR, "Plans", <https://tpra.gov.sd/regulation-issues/publications-2/qos-reports-3-2-4/>, (consulté le 26 décembre 2023).

Toutefois, de nombreux services gouvernementaux ont été interrompus en raison de la prise de contrôle par le RSF de la Télécommunication Building dans l'est de Khartoum, qui contient les centres de données du gouvernement. Le chapitre soudanais de l'Internet Society a indiqué que seuls 12 % des sites web et des services du domaine de premier niveau du code de pays soudanais (ccTLD) étaient fonctionnels en juin 2023.²⁸ De ce fait, plusieurs plateformes gouvernementales en ligne sont devenues non fonctionnelles. Cependant, certaines institutions gouvernementales ont créé des plateformes alternatives pour reprendre la fourniture de services, y compris, mais sans s'y limiter, le Conseil médical, la police et le porte-parole.²⁹ En outre, le ministère de l'enseignement supérieur a demandé aux établissements d'enseignement supérieur et aux universités de reprendre le processus d'enseignement via des plateformes numériques.³⁰ Le 17 avril, un incendie s'est déclaré dans le bâtiment du ministère de l'enseignement supérieur, notamment dans le centre de données. L'incendie a causé d'importants dégâts au bâtiment et à son contenu.³¹

Les bonnes nouvelles sont arrivées plus tard, car les données du certificat soudanais ont été sauvegardées en toute sécurité dans un système de stockage en nuage, ce qui signifie que les dossiers des étudiants et les résultats des examens étaient sûrs et accessibles.³² Il ressort clairement de ce qui précède que le GNTEP n'a pas été mis en œuvre de manière optimale, parce que le plan mentionnait que les entités gouvernementales et les fournisseurs de services commerciaux devaient "remplacer les infrastructures physiques de communication de base qui ont été endommagées ou détruites; installer des téléphones mobiles ou des stations Tetra mobiles qui pourraient rapidement fournir des services de télécommunications en moins de 24 heures (16 heures pour les principales villes); et fournir de nouvelles installations pour les services de télécommunications".³³ En novembre 2023, le ministre des télécommunications et de la transformation numérique a indiqué que le ministère travaillait à la création d'un nouveau centre national de données à Port-Soudan, la capitale provisoire du Soudan.³⁴

Malgré les complications liées au conflit, l'administration du registre civil est l'entité gouvernementale qui s'est le plus distinguée dans la sphère numérique. L'imprimante centrale des passeports a été endommagée par le conflit à Khartoum, mais les services ont continué à fonctionner grâce à la plateforme de passeport en ligne, qui permet aux citoyens de prendre rendez-vous pour les demandes de passeport et de soumettre leurs documents sans avoir à se rendre au bureau des passeports.³⁵ Le registre civil envoie les confirmations de rendez-vous aux citoyens via WhatsApp. La plateforme permet aux citoyens de huit villes du Soudan et de six villes de cinq autres pays de demander et de renouveler leur passeport. Ainsi, les citoyens soudanais qui ont fui le pays en raison des conflits peuvent renouveler leur passeport à distance et se rendre au bureau des passeports pour fournir leurs données biométriques.

²⁸ Twitter, @ISOCsd, <https://twitter.com/ISOCsd/status/1669695388541128705?s=20>, (consulté le 2 décembre 2023)

²⁹ Global Voices, L'impact du conflit en cours sur les efforts de transformation des TIC et du numérique au Soudan", <https://advox.globalvoices.org/2023/10/21/the-ongoing-conflicts-impact-on-ict-and-digital-transformation-efforts-in-sudan/>, (consulté le 2 décembre 2023)

³⁰ Nabd AlSudan, "إيـنـورـتـكـلـإ قـبـاحـس تـحـت عـمـجـم عـيـنـادـوسـلـا تـدـاـشـلـا تـاـمـولـ عـم . . . إيـبـرـتـلـا" [Lignes directrices pour le démarrage des études dans les établissements d'enseignement supérieur], <https://nabdsudan.com/archives/81713>, (consulté le 1er décembre 2023).

³¹ Twitter, @AJArabic, <https://twitter.com/AJArabic/status/1647880074887065604?lang=ar>, (consulté le 3 décembre 2023).

³² Hodhod news, "إيـنـورـتـكـلـإ قـبـاحـس تـحـت عـمـجـم عـيـنـادـوسـلـا تـدـاـشـلـا تـاـمـولـ عـم . . . إيـبـرـتـلـا" [Education.. Sudanese certificate information collected under an electronic cloud], <https://hodhodnews.net/%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B1%D8%A8%D9%8A%D8%A9-%D9%85%D8%B9%D9%84%D9%88%D9%85%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D9%87%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86%D9%8A%D8%A9-%D9%85%D8%AC/>, (consulté le 3 décembre 2023).

³³ TPRA, "Plan national d'urgence en matière de télécommunications au Soudan", <https://web.archive.org/web/20220709164158/https://tpra.gov.sd/wp-content/uploads/2022/03/NETP-Sudan-june-30.pdf>, (consulté le 1er décembre 2023)

³⁴ Nabd AlSudan, "[Établissement d'un centre de données national à Port-Soudan pour rétablir les services électroniques] إيـنـورـتـكـلـإ تـاـمـادـخـلـا تـدـاـعـتـسـا لـ نـادـوسـتـرـوب بـ يـمـوق تـانـايـب زـفـرم ءاشـنـا", <https://nabdsudan.com/archives/89551>, (consulté le 30 décembre 2023).

Cette évolution a permis de résoudre la crise des passeports, car de nombreux citoyens soudanais ne pouvaient pas voyager à l'étranger parce qu'ils avaient perdu leurs papiers d'identité lorsqu'ils avaient fui le pays pendant le conflit.

Cadre juridique de l'internet

Le cadre juridique relatif à l'internet au Soudan comporte de nombreuses lois qui régissent entièrement ou partiellement les données et l'internet. Le Soudan a ratifié les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC)³⁶ et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP)³⁷ qui garantissent le droit à la liberté de réunion, à la liberté d'expression et au droit de recevoir, de transmettre et de diffuser des informations. Le 15 mars 2023, le Soudan a signé la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.³⁸

Toutefois, la Charte constitutionnelle provisoire de 2019 garantit le droit d'accès à l'internet avec certaines restrictions, comme elle le stipule: "Chaque citoyen a le droit d'accéder à Internet, sans préjudice de l'ordre public, de la sécurité et de la morale, conformément à ce qui est déterminé par la loi."³⁹ La plupart des lois soudanaises relatives à Internet contiennent des termes vagues, non définis et susceptibles d'être utilisés à mauvais escient par le gouvernement. La loi sur l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (TPRA) stipule que "quiconque ne peut accéder aux télécommunications, les écouter ou les surveiller sans l'autorisation du procureur ou d'un juge compétent".⁴⁰ En outre, la loi sur la cybercriminalité a subi plusieurs modifications depuis sa première version en 2007, remplacée par une toute nouvelle loi en 2018, puis amendée en 2020. En novembre 2022, le Conseil des ministres a adopté un nouvel amendement qui érige en infraction pénale le fait d'insulter les dirigeants et les agences de l'État et oblige les autorités à infliger une peine d'emprisonnement et une amende aux contrevenants.⁴¹ Le texte intégral de la loi n'avait pas été publié au moment de la rédaction du présent rapport.

Cependant, la loi actuelle sur la cybercriminalité donne aux "autorités compétentes" le droit de violer la vie privée des citoyens. La loi impose une peine d'emprisonnement, une amende ou les deux à toute personne qui viole la vie privée des citoyens. Toutefois, le même article considère que les mêmes actions ne constituent pas un crime si elles sont autorisées par le procureur, l'autorité judiciaire ou l'autorité compétente. Le terme "autorité compétente" est un terme large, ce qui rend la loi sujette à des abus.⁴²

La loi sur la sécurité nationale comporte des articles réprimés. L'un d'entre eux est l'article 25, qui donne au service de renseignement général (GIS) des pouvoirs illimités pour violer la vie privée des citoyens. Il stipule ce qui suit: "Le service de sécurité a le droit de demander des informations, des données, des documents ou des objets à quiconque pour les vérifier ou les prendre. La loi

³⁵ Passeports soudanais, "سystème de réservation électronique de l'Administration générale des passeports et de l'immigration", <https://passports.gov.sd/>, (consulté le 3 décembre 2023)

³⁶ Nations Unies, "Voir l'état des ratifications par pays ou par traité, Soudan", https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=165&Lang=en, (consulté le 23 janvier 2024)

³⁷ Union africaine, Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, <https://achpr.au.int/en/charter/african-charter-human-and-peoples-rights>, (consulté le 23 janvier 2024).

³⁸ Union africaine, "LISTE DES PAYS QUI ONT SIGNÉ, RATIFIÉ/ACCÉDÉ À LA CONVENTION DE L'UNION AFRICAINE SUR LA CYBER SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES", https://au.int/sites/default/files/treaties/29560-sl-AFRICAN_UNION_CONVENTION_ON_CYBER_SECURITY_AND_PERSONAL_DATA_PROTECTION.pdf, (consulté le 27 novembre 2023).

³⁹ Constitue Project, "Constitution soudanaise de 2019", art. 57 (2) https://www.constituteproject.org/constitution/Sudan_2019.pdf?lang=en, (consulté le 1er décembre 2023).

⁴⁰ Loi TPRA, article 74, <http://tpra.gov.sd/wp-content/uploads/2018/06/Telecommunications-and-Postal-Regulation-Act.pdf>.

⁴¹ Plateforme du porte-parole du Soudan, "Approval of the Anti Cybercrimes law for the year 2022", <https://web.archive.org/web/20230203065147/https://spokesperson.gov.sd/?p=2565>, (consulté le 1er décembre 2023).

⁴² Loi sur la lutte contre la cybercriminalité, article 23, <https://moj.gov.sd/files/download/204>.

⁴³ Loi sur la sécurité nationale, article 25, <https://menarights.org/sites/default/files/2016-11/Sudan%20National%20Security%20Act%202010%20%28AR%29.pdf>.

donne au SIG soudanais les pleins pouvoirs pour agir ainsi sans aucune décision de justice, ce qui expose les citoyens à des violations sous le prétexte de la sécurité.⁴³

Le Conseil national soudanais, ou Parlement, a adopté la “loi sur le droit d'accès à l'information” en 2015. Il s'agit de la première loi relative à l'accessibilité de l'information au Soudan. Bien que la loi ait été adoptée, elle reste lettre morte. Par exemple, la loi prévoit la création de la “Commission pour le droit d'accès à l'information” en tant que régulateur de l'accès à l'information dans toute institution publique, mais rien n'a été fait pour mettre en place cette Commission, ce qui signifie que les citoyens ne peuvent toujours pas exercer leur droit à l'information.⁴⁴

La loi présente de nombreux défauts qui limitent la liberté d'accès à l'information, car elle énumère 12 types d'informations catégorisées qui sont interdites aux citoyens, y compris les informations liées à la “sécurité nationale” et à la “politique étrangère”. Comme indiqué dans les lois susmentionnées, ces termes sont ambigus, ce qui permet aux autorités de limiter la capacité des citoyens à accéder pleinement à l'information, restreignant ainsi la voie vers la transparence et la responsabilité. L'article 10, point g), affaiblit encore la compétence des citoyens à accéder à l'information en autorisant toute institution publique à imposer des frais aux citoyens qui demandent des informations. La loi n'oblige pas les détenteurs d'informations à divulguer de manière proactive les informations en leur possession.⁴⁵

Le règlement sur le filtrage et le blocage des sites web et des pages web sur l'internet, pour l'année 2020, a donné à l'ARPT le droit de bloquer des sites web sans ordonnance judiciaire, tout en exigeant des citoyens qu'ils s'adressent à un tribunal pour débloquer les sites web. Des termes généraux tels que “croyance” ont été mentionnés dans le règlement pour justifier le blocage de sites web. Le règlement ne définit pas ce qu'est la “croyance”.⁴⁶

Toutefois, malgré ces aspects négatifs du cadre juridique soudanais, il existe quelques dispositions encourageantes, telles que celles mentionnées dans le règlement relatif au filtrage et au blocage des sites et des pages web sur l'internet et dans le règlement relatif à l'octroi de licences et à la réglementation des activités des institutions financières en matière de paiement mobile. Le premier règlement enjoins que les fournisseurs de services Internet bloquent tous les sites de pornographie enfantine, les sites d'armes et tous les sites qui diffusent des discours de haine, de racisme et de discrimination religieuse. Le second règlement impose aux fournisseurs de services de paiement mobile de crypter toutes les transactions avec un système de cryptage de bout en bout.

Fonds d'accès universel

Le projet de Fonds d'accès universel a débuté au Soudan en 2003, lorsque le Conseil de développement des technologies de l'information a été créé. Il a ensuite été incorporé au Fonds de développement des technologies de l'information en 2005, et enfin, le Fonds d'accès universel a été créé en 2018, conformément à la loi TPRA.⁴⁷ Le régulateur, TPRA, mène des enquêtes annuelles pour le projet de service complet. Depuis 2018, l'enquête a ciblé, pour la première phase, 55 zones non couvertes par les réseaux de communication afin de collecter des données correctes et de les classer ensuite en termes de faisabilité économique (17 zones réalisables et 38 zones non réalisables). Les zones économiquement irréalisables sont couvertes avec le soutien du projet

⁴⁴ Advox, “ Rapport de Unfreedom Monitor : Soudan ”, <https://advox.globalvoices.org/2022/08/04/unfreedom-monitor-report-sudan/>, (consulté le 1er décembre 2023).

⁴⁵ Global Voices, “ Les arguments en faveur d'une réforme de la loi soudanaise sur l'accès à l'information ”, <https://global-voices.org/2019/08/28/the-case-for-reforming-the-sudanese-access-to-information-act/>, (consulté le 1er décembre 2023).

⁴⁶ Advox, “Comment le gouvernement soudanais a légalisé la catégorisation d'Internet et le filtrage de contenu”, <https://advox.globalvoices.org/2022/08/02/how-the-government-in-sudan-legalized-internet-categorizing-and-content-filtering/>, (consulté le 3 décembre 2023).

⁴⁷ TPRA, “Fonds de Service Universel”, <https://tpa.gov.sd/wp-content/uploads/2018/06/Universal-Service-Fund.pdf>, (consulté le 4 décembre 2023).

de service universel. Quant aux zones économiquement faisables pour les opérateurs, elles sont couvertes par les opérateurs en les incluant dans leurs plans de couverture annuels.⁴⁸

Comme indiqué, le RSF a pris le contrôle de la tour TPRA à Khartoum, qui contient les principaux centres de données du gouvernement, y compris les serveurs web du gouvernement. Le site web de la TPRA - qui contient les informations de l'USF - n'était donc pas accessible pour information.

Des rapports sur deux projets financés par l'USF ont été trouvés en ligne, tous deux publiés avant le conflit au Soudan. Le premier projet est la première phase du projet "Development of National Data Center", qui est un centre de données prévu pour fournir tous les services gouvernementaux numériques tels que les demandes d'admission aux universités, les demandes de rituels religieux islamiques, y compris Hajj et Umrah, le certificat soudanais (examens secondaires nationaux), le certificat d'école primaire, la collecte des frais gouvernementaux et le courrier national, en plus du service d'hébergement de sites Web pour les institutions gouvernementales. Le projet a été rapporté par l'agence de presse officielle du Soudan sans que le montant de l'utilisation des fonds du Fonds ne soit précisé.⁴⁹

Le deuxième projet financé par l'USF, rapporté par le directeur du département de la recherche, du développement et du contrôle de la qualité du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,⁵⁰ était le développement de l'infrastructure du réseau soudanais de la recherche et de l'éducation (SudREN). SudREN a été soutenu par deux routeurs à l'échelle du FAI, en plus d'une licence qui permet aux routeurs de fournir une bande passante de transmission jusqu'à 10 Mbps, ce qui représente 10 fois l'ancienne bande passante. SudREN, également connu sous le nom de "Universities Network", est un réseau qui relie la plupart des instituts d'enseignement supérieur au Soudan. Contacté pour un commentaire sur les projets USF et le montant du fonds en 2023, le directeur général de la TPRA a indiqué qu'il n'y avait pas de projets en 2023 en raison de la guerre.

⁴⁸ TPRA, "Fonds de Service Universel", <https://tpra.gov.sd/regulation-issues/%d8%a7%d9%84%d9%85%d8%b4%d8%a7%d8%b1%d9%8a%d8%b9/universal-service/>, (consulté le 14 décembre 2022).

⁴⁹ Sudan News Agency, "ينطولا تانا ايبل زكرم ريوطت عورش نم يلوألا لاجملا لاجملا [La première phase du projet de développement du centre national de données a été achevée]" <https://suna-sd.net/posts/%D8%A7%D9%83%D8%AA%D9%85%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%AD%D9%84%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%88%D9%84%D9%89-%D9%85%D9%86-%D9%85%D8%B4%D8%B1%D9%88%D8%B9-%D8%AA%D8%B7%D9%88%D9%8A%D8%B1-%D9%85%D8%B1%D9%83%D8%B2-%D8%A7%D9%84%D8%A8%D9%8A%D8%A7%D9%86%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A>, (consulté le 7 décembre 2023)

⁵⁰ Facebook, "ينطولا تانا ايبل زكرم ريوطت عورش نم يلوألا لاجملا لاجملا", <https://www.facebook.com/hebo5/posts/pfbid0vX-8PBqqsLNjYwFEku1F3J2foEgFVmp4mgemdcwyMxExJ5mb12XEpWeBiXZ4CgZmgI>, (consulté le 8 décembre 2023).

► Conclusion & Recommandations

Conclusion

Le conflit en cours au Soudan a un impact négatif majeur sur l'infrastructure des TIC. De nombreux services numériques gouvernementaux ont été interrompus, tandis que certaines institutions gouvernementales ont créé des plateformes alternatives pour fournir leurs services aux citoyens. RSF et SAF ne permettent pas aux citoyens d'exercer leurs droits numériques en utilisant différents outils, notamment les perturbations de réseau, la manipulation d'informations en ligne et l'inspection physique d'appareils électroniques. Des rapports montrent que les autorités arrêtent et avertissent verbalement des activistes et des politiciens pour avoir critiqué le gouvernement en ligne. L'impact du conflit sur l'infrastructure des TIC, les plateformes gouvernementales et les données des citoyens ont rendu le rêve de l'inclusion et de la transformation numériques très lointain. Cependant, le gouvernement n'a pas l'intention de se mettre au diapason des technologies modernes telles que l'intelligence artificielle (IA). Le gouvernement soudanais n'a pas mentionné de préparation de plans ou de réglementations en matière d'IA.

Recommandations

-
- Gouvernement :**
- » Cesser d'émettre des ordres d'interruption du réseau.
 - » Modifier les lois sur la lutte contre la cybercriminalité de 2018 (amendement de 2020 et amendement non publié de 2022), sur la presse et les publications de presse de 2009, sur l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes de 2018 et sur la sécurité nationale de 2010 (amendement de 2020), qui contiennent des termes vagues et imposent des sanctions sévères et disproportionnées aux agents de l'État.
 - » Mettre en œuvre la loi sur l'accès à l'information afin d'améliorer l'accès à l'information et de réduire la propagation et l'impact de la désinformation.
 - » Réduire la taxe sur les télécommunications, pour garantir des données abordables.
 - » Tirer profit de la réduction de la taxe sur les télécommunications en l'utilisant pour développer le secteur des TIC dans la période post-conflit.
 - » Fournir les ressources qui aideront les entreprises de télécommunications à assurer l'accessibilité des zones de conflit.
 - » S'abstenir de cibler les citoyens, les journalistes et les militants sur la base de leurs activités en ligne.
-
- Aux forces de soutien rapide (RSF):**
- » Cesser de cibler les infrastructures TIC.
 - » S'abstenir de cibler les citoyens, les journalistes et les militants sur la base de leurs activités en ligne.
-

-
- » Cesser de prendre pour cible les ingénieurs en télécommunications et les travailleurs qui travaillent dans des conditions de conflit.
 - » S'abstenir de toute surveillance ciblée et de toute impunité par le vol des téléphones et autres appareils électroniques des citoyens.
-

Société civile:

- » Lutter contre les pratiques d'autoritarisme numérique en encourageant le soutien régional et international et en mobilisant les ressources nécessaires pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il cesse de réprimer les droits de l'homme.
 - » Sensibiliser la population par le biais de formations et de campagnes médiatiques.
 - » Fournir une formation à la sécurité numérique aux personnes ciblées par des campagnes d'espionnage ou d'inspection physique.
-

Les médias :

- » Les médias et la presse au Soudan devraient poursuivre leurs efforts pour détecter et documenter les incidents liés à l'autoritarisme numérique.
 - » Les institutions de presse doivent s'efforcer de protéger leur personnel en créant des coalitions solides et en s'opposant aux lois utilisées pour réprimer les journalistes.
 - » Le Syndicat des journalistes devrait proposer à ses membres une formation à la sécurité numérique.
-



www.paradigmhq.org

Droit d'auteur © 2024